

CIBLE

Indifférence

Les moyens d'action du banditisme et de certains groupes politiques sont devenus, depuis dix ans, toujours plus spectaculaires et meurtriers. Alimenté par les images et par l'aggravation de la petite délinquance, le sentiment d'insécurité n'a cessé de croître. Les démagogues se sont emparés de la question, espérant gagner des voix à bon compte. On demande le rétablissement de la peine de mort, comme s'il pouvait faire reculer la violence sociale et politique, et toujours plus de répression, à partir de l'idée fausse du laxisme judiciaire.

Ces discours provoquent un malaise qui ne vient pas seulement de la démagogie grossière. Il y a une insécurité qui n'est jamais dénoncée par les tribuns, une violence dont ils ne semblent pas se soucier. En 1984, plus de dix mille personnes ont trouvé la mort sur la route, et des centaines de milliers y ont été blessées. Qu'il s'agisse de l'excès d'alcool ou de l'excès de vitesse, il y a des comportements qui sont infiniment plus meurtriers que toutes les actions terroristes ou de grand banditisme. Le gouvernement a pris dans ce domaine des mesures nécessaires. Il est à redouter qu'elles ne soient pas suffisantes, tant nous demeurons indifférents devant ce lourd tribut payé à la modernité.

BILAN

Où va notre économie ?



Opposition

**Ils changent
de programme
sans prévenir!**

Reportage

**En Corrèze :
«Les citoyens ne
sont pas des bœufs»**

Ce que vous pensez de nous

Chaque semaine nous recevons des dizaines de lettres de nos lecteurs. Approbations ou critiques nous sont fort utiles pour garder le contact avec notre public. N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion, sur l'actualité, sur la façon dont nous traitons les événements, sur nos prises de position.

ON Y RESPIRE UN AIR DE LIBERTÉ

Je veux être franc en précisant que je suis un lecteur fidèle mais souvent en désaccord avec vos positions.

Le point de divergence le plus sensible tient au problème du désarmement. Je m'explique très brièvement. C'est dans la mesure même où je me reconnais comme pacifiste et où je me garde de préconiser la renonciation a priori à telle ou telle forme d'armement, c'est dans cette mesure même donc, que je crois indispensable de compenser une politique militaire vigilante par une active disponibilité à toute forme de négociation pour un désarmement simultané, progressif et contrôlé. C'est dire combien je regrette l'approbation que vous donnez par exemple à la démarche foncièrement pessimiste du général Gallois, démarche à laquelle on pourrait justement opposer l'approche d'un amiral Sanguinetti nous mettant en garde contre «le vertige de la force».

Dans un autre domaine je regrette aussi cette espèce d'activisme monarchiste - qui semble s'exaspérer à l'approche du bicentenaire de la Révolution et qui vous fait rompre des lances avec Jean-Pierre Chevènement. Aurais-je tort de croire - et d'autres sans doute avec moi - que l'esprit de la Nouvelle Action Royaliste n'était pas celui d'une restauration mais plutôt celui d'une synthèse de la légiti-

mité historique, à retrouver, et de la reconnaissance définitive de l'esprit démocratique ?

Si je reste avec tout cela un lecteur de votre journal c'est d'abord parce qu'on y respire tout de même un certain air de liberté, une volonté généreuse d'accueillir le monde d'aujourd'hui. Vos positions sur la juste place des immigrés dans la société française, le ton général des éditoriaux de votre directeur, les interviews approfondies de personnalités très diverses comme Jacques Julliard ou André Grébine, tout cela vu dans le sens de cette ouverture dont vous vous prévaluez à juste titre dans votre lettre circulaire.

Mais c'est aussi - pour aller plus au fond des choses - parce que je continue de penser que les institutions qui permettraient le mieux aux tensions et aux conflits qui traversent la société de s'exercer sans briser sa cohésion, au mouvement de se réaliser, si tel est le vœu de la nation, tout en sauvegardant son unité, que ces institutions donc sont celles où la permanence du pays s'incarnerait dans celle de l'Exécutif - ce qui implique simultanément et sa dévolution héréditaire et le pacte conclu avec la volonté nationale, en bref ce que vous appelez «couronner la démocratie» (mais ici je ne résiste pas à l'envie de vous demander, en même temps qu'à Jacques Julliard : Est-on si loin de Rousseau ?).

R.A. (Montauban)

PAS DE COMPROMIS...

En accord avec les idées de la NAR sur bien des points, il en est une que je ne peux accepter :

— l'idée d'une intégration à la majorité présidentielle, car je pensais trouver dans votre mouvement, la base de la paix politique, la fin du combat droite/gauche. Alors pourquoi s'inscrire à gauche. La monarchie est celle de tous les Français, libéraux et communistes forment un même corps. Il n'est pas possible de s'amputer d'une des deux parties. J'ai volontairement pris dans mon exemple deux extrêmes, le mouvement monarchiste se doit d'être le ciment d'une unité perdue depuis des lustres et ne pas (selon moi) s'inscrire dans le jeu politique qui dirige le pays (...)

C'est pourquoi notre but étant de restaurer la monarchie, on ne peut opter pour telle ou telle majorité présidentielle même si la Constitution de 1958 possède en sous-main une inspiration de type monarchiste, ce que tacitement beaucoup de personnes reconnaissent.

L'identité monarchiste «précise et forte» paraît acquise à M. Renouvin, et là je suis en plein accord avec lui. Seulement je ne pense pas que nous gagnerons en crédibilité par le biais d'éventuels compromis politiques, avec qui que ce soit d'ailleurs.

P.G. (Yvelines)

VOTRE ROYALISME ME SEDUIT

Vous me permettez de vous dire que j'apprécie la réflexion que vous menez sur les institutions. Vous prouvez que le royalisme ne se confond pas avec un sectarisme amoné et que le souci d'un Etat véritable ne signifie pas l'atteinte aux libertés et à la tolérance.

Oui, votre royalisme me séduit parce qu'il introduit dans le pouvoir un homme réel chargé de veiller sur la communauté française, communauté où chacun - quelle que soit son origine - peut trouver sa place.

J'avoue être sceptique sur la possibilité de rétablir cette monarchie : le consentement populaire nécessaire semble bien improbable.

Ce qui me semble le plus intéressant dans votre analyse est la reconnaissance des possibilités ouvertes par les institutions de la Vème République. Faute de restauration monarchique, il importe de défendre une conception capétienne - ou gaulloienne, est-ce si différent ? - de l'Etat et de son chef.

Le choix que vous avez fait de vous ranger derrière François Mitterrand ne peut alors qu'être approuvé, quel que soit le jugement qui peut être porté sur son «socialisme» et surtout l'usage qui en est fait.

P.N. (St-Cloud)

royaliste

Sommaire : p. 2 : Ce que vous pensez de nous - p. 3 : Les citoyens ne sont plus des bœufs - p. 4 : Mitterrand aux Antilles - p. 5 : Changement de programme - Défense corporative - PPM - pp. 6-7 : Dossier - p. 8 : Le roi Braudel - p. 9 : Achèvement de Vatican II - p. 10 : Les enfants perdus de F. Grendel - L'introuvable Maghreb de M. Jobert - p. 11 : Nos vœux - p. 12 : Editorial.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Témoignage

Les citoyens ne sont plus des bœufs !

Jean-Claude Vergnal, orphelin de mère à sa naissance, élevé par son père, cheminot SNCF, sur la petite propriété de la grand'mère, agricultrice à Egletons (Corrèze).

A 19 ans, Jean-Claude, qui a un CAP de serrurier n'a pas de travail. Alors il reprend les quelques hectares et les cinq vaches de la grand'maman et va, en 3 ans d'efforts, construire avec ça les bases d'une véritable exploitation. A 22 ans, il a 25 laitières, du matériel moderne, un plan de développement, et de la terre à lui sur laquelle il veut implanter un bâtiment de traite et de stabulation. L'avenir est dur, mais prometteur.

Or, voilà quelques jours, tout a failli s'effondrer. Depuis deux ans et demi, Vergnal demandait l'exemption du Service National. Son dossier, mollement appuyé par le Maire, n'avait pas convaincu la Commission Régionale qui, sans même une enquête sociale, avait refusé. Isolé, ignorant qu'un recours au Tribunal Administratif, puis en Conseil d'Etat, était encore possible, le jeune homme avait tiré la sonnette de parlementaires de la majorité, dont trois, et non des moindres, avaient accepté d'intervenir. En vain. Brevet moral qu'il faut décerner aux partis au pouvoir : ils ne sont vraiment pas clientélistes. En face, par contre, le RPR (nous sommes en chiraquie !) se serait fait un plaisir d'actionner ses pistons, et de réussir à coup sûr, dit-il, moyennant adhésion, évidemment. Mais Jean-Claude et son père ne sont pas de la famille. Tant pis !

L'ABSURDE ADMINISTRATIF

Il est convoqué à la caserne de Brive - mesure de faveur - le 3 décembre pour un an de service armé. Il n'a chez lui que son vieux père, malade et pas de quoi salarier un remplaçant. Donc il faudra vendre le cheptel à bas prix à l'usine à viande, abandonner les terres encore impayées, laisser saisir le tracteur et équipements pour couvrir les emprunts. Et au retour, il n'aura même pas le chômage puisqu'il est patron, chef d'entreprise...

Si un collectif de soutien dynamique n'avait pas pris les choses en main, il est probable que «l'affaire Vergnal» aurait mal tourné. Délégué de la N.A.R. en Corrèze, Luc de Goustine a suivi tout du début à la fin et nous décrit ce cas exemplaire.

S'il était marié, s'il avait repris la ferme à son père et non à sa grand-mère, s'il avait au moins deux salariés, il serait exempté. Mais le voilà «pénalisé de mener seul une entreprise dont tout le foncier ne lui appartient pas, d'être encore célibataire et, ni fils d'agriculteur, ni assez aisé pour employer de la main-d'œuvre»... La démonstration du cas est faite en ces termes dans une lettre-traité que quelques amis de Jean-Claude, rassemblés en Collectif de Soutien, se mettent en désespoir de cause à diffuser.

Par chance, le journal régional «Le Populaire du Centre» s'intéresse à l'affaire et la divulgue sous le titre «Les bovins en colère» (Vincent Buche, 20 novembre 1985). Le lendemain, la télévision de Limoges se décide à son tour (Seule, «La Montagne» ignorera le cas). Mais la pression remonte la filière : les notables municipaux sont en émoi, la préfecture par eux alertés, et le ministère de la Défense préoccupé d'éviter que bientôt, devant une caserne, un troupeau de vaches et quelques paysans viennent faire grief public à l'Armée

de carences humaines et administratives où elle n'a aucune part. La promesse d'apaisement est immédiate : que Vergnal se présente à l'incorporation, on ne le retiendra pas. Et de fait, une heure trois quarts a suffi. Vignal est libre.

Ici, le défaut d'arbitrage, l'indifférence et certains sectarismes sont venus aggraver les vices de la loi si bien qu'*in extremis* la seule instance capable de trancher humainement du cas était, par pur arbitraire, l'Armée.

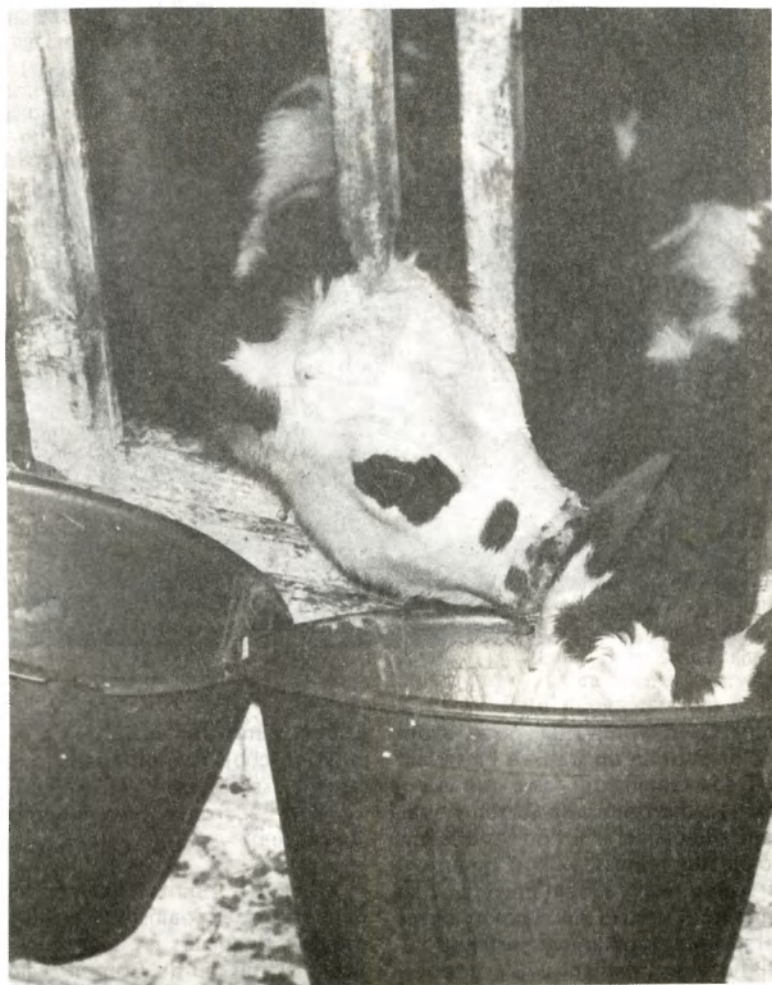
MODIFIER LA LOI

C'est donc premièrement à la loi d'exemption qu'il faut apporter d'urgence les aménagements nécessaires. Tenir compte de l'effort social engagé récemment pour combattre le chômage des jeunes, et particulièrement des incitations à la création d'entreprises. Ne pas tolérer que l'application restrictive d'une loi insuffisante fasse naître chaque année 5.000 litiges de ce genre. Il importe que tout fondateur ou reprenneur d'entreprise agricole, commerciale, artisanale ou industrielle soit crédité d'un report d'incorporation, puis exempté, pourvu qu'il persiste au moins jusqu'à 25 ans dans son entreprise.

Et que l'on tire de là une première conclusion, c'est que l'engagement actif des jeunes dans le champ social est un service national autrement plus utile à la France qu'une incorporation militaire vécue comme une brimade du citoyen.

La seconde conclusion devra prendre, plus tard, la forme d'une loi-cadre transformant la conscription obligatoire, symbole de l'état de guerre jacobin, en un service conforme aux compétences des jeunes, à leurs aspirations d'hommes et de femmes, et aux besoins réels du pays où la dangereuse mystique de la levée en masse ne doit plus longtemps empêcher l'adhésion personnelle à un projet commun où puisse s'investir et grandir un patriotisme spontané et crédible.

Luc de GOUSTINE



A 22 ans, il a 25 laitières, du matériel moderne, un plan de développement...

Vu de la Martinique «Mitterrand aux Antilles»

Les Antilles françaises méritaient mieux que ce regard négligent, qui a fortement déçu et attristé les journalistes martiniquais. Pour tenter de compenser, sans doute trop partiellement, ce manque d'information, trois points méritent d'être repris et soulignés.

D'abord, il apparaît clairement que François Mitterrand n'est pas venu aux Antilles dans un souci de propagande électorale. Contrairement aux habitudes, et malgré la proximité de l'échéance, le Président n'est pas venu avec des cadeaux ou, comme s'y attendait l'hebdomadaire «Antilla» (gauche indépendantiste) avec de la «verroterie». Il a été accueilli et reconnu par la presque totalité de la population comme le Président de tous les Français, et non comme un chef de majorité en pré-campagne. Le choix des communes visitées (six de l'opposition, cinq de la majorité) indique que tel était bien le sens du voyage. A part quelques réclamations venant des maires de l'opposition, peu de critiques lui ont d'ailleurs été adressées, la plus importante ayant été celle de Miguel Lavenure, conseiller régional U.D.F., qui a fait part de sa crainte d'un glissement institutionnel de la décentralisation à l'autonomie.

LES PROBLEMES INSTITUTIONNELS RÉGLÉS...

Le risque d'un tel glissement paraît en fait très limité. Les problèmes institutionnels semblent réglés pour l'essentiel, de l'avis des Martiniquais comme du Président de la République, qui en a fait le leit-motiv de ses discours. «Nous pouvons durablement affirmer des identités, être ensemble sans se confondre...», a-t-il déclaré à Fort-de-France, avant de développer ce thème à Morne-Rouge : «Il s'agit d'une décentralisation et d'une régionalisation de la République française... C'est la volonté des populations qui est ma loi... Il n'y a pas lieu de douter de leur volonté dès lors qu'elles se sentent comprises, qu'elles savent que nous avons voulu leur

Il y a lieu de revenir sur le voyage présidentiel aux Antilles, regardé depuis Paris, à travers un prisme déformant et réducteur. Comme souvent, les événements d'un jour ont pris le pas sur les informations importantes pour l'avenir de la communauté nationale. Aux Antilles, les journalistes venus de métropole (moins nombreux que prévu) se sont avant tout préoccupés de la brouille Mitterrand-Fabius, la situation de la Martinique et de la Guadeloupe et le sens de la visite présidentielle passant au second plan.



éminente dignité, que nous avons créé en somme un statut à l'intérieur du Département qui fasse que la population martiniquaise se sente vraiment elle-même... Si l'on installe une société du mépris, si l'on maintient les ségrégations, si l'on entretient les séquelles d'un très vieux colonialisme alors tout naturellement certaines populations se rebellent... C'est tout à fait normal puisqu'on ne leur rend pas justice. Dès lors qu'on leur rend

justice, l'immense majorité de la population choisit volontairement, clairement, sereinement la République où l'on se trouve bien ensemble : la France».

Quelques points restent cependant en suspens : ainsi le transfert des moyens financiers n'est pas jugé suffisant au niveau du Conseil régional; le problème de la double assemblée subsiste (en Martinique, région mo-

nodépartementale, il se trouve que le Conseil régional, présidé par Aimé Césaire, est de gauche, alors que le Conseil général, présidé par Emile Maurice, est de droite, d'où d'incessantes luttes de compétences et renvoi de responsabilités; enfin, une minorité XIV et Philippe V sauvait sa couronne en Espagne. La mort subite du Daurité, aussi minoritaire qu'agissante, est toujours autonomiste alors que la droite s'inquiète des excès possibles de la décentralisation. Mais il semble que la loi de décentralisation fasse l'unanimité et qu'elle constitue, aux yeux des Antillais, un des grands succès de la législature.

... MAIS LES PROBLEMES ECONOMIQUES DEMEURENT

Dès lors, on comprend que la priorité soit économique, comme l'a dit Aimé Césaire à la mairie de Fort-de-France («notre ennemi a maintenant un nom : c'est le sous-développement»). Le problème du développement des Antilles est d'autant plus sérieux qu'une manne financière considérable se répand sur toute les îles des Caraïbes sauf sur les Antilles françaises, en raison du plan Reagan et des accords de Lomé III. D'où, chez ces parents pauvres de la France, un sentiment de frustration qui crée une véritable amertume. De fait, le problème complexe, est souvent présenté de façon confuse. On parle d'autosuffisance nécessaire, on dit, comme Césaire, qu'il faut en finir avec l'assistanat et développer l'économie de production locale alors que, dans les conditions actuelles, ces projets sont à peu près impossibles.

Désormais, c'est sur la question économique que seront jugés les dirigeants politiques. Du moins, le voyage de François Mitterrand aura eu le mérite de mettre en évidence une certitude : les Martiniquais se sentent à l'aise dans le cadre des institutions décentralisées car elles leur permettent de vivre en même temps deux réalités qu'on disait incompatibles : la spécificité caraïbe et la nationalité française.

Francis BABYANAT

N'importe quoi

Changement de programme

On croyait la droite convertie au libéralisme. Ce n'était qu'une illusion : la doctrine vient de changer. Qu'en pensent les militants ?

Ce n'est un secret pour personne : dans l'opposition, et notamment au R.P.R., on commence à se répartir et à se disputer les ministères. Mais pour faire quoi au juste ? Pendant cinq ans, nous avons cru le savoir. L'opposition professait un libéralisme pur et dur, conçu sur le « modèle » de la politique menée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Dénationalisation ! Déréglementation ! Désétatisation ! De nombreux livres tentaient d'établir théoriquement la nouvelle doctrine, et beaucoup de militants avaient fini par y croire dur comme fer. Oublié, le Giscard fondateur de l'Etat-Rivoli. Oublié le Chirac partisan de l'intervention de l'Etat, voire d'un « travaillisme à la française ». Pour l'un comme pour l'autre, c'était comme une nouvelle naissance, et seul Raymond Barre demeurerait dubitatif devant le programme d'une droite redevenue innocente. On avait beau dire que Margaret Thatcher avait vendu l'argenterie pour payer le loyer, que Ronald Reagan faisait une politique contraire au dogme libéral (le déficit considérable du budget, le programme étatique de l'I.D.S.) ces objections étaient balayées d'un revers de main. On allait voir ce qu'on allait voir !

Eh bien ! On voit maintenant... Plus l'échéance électorale se rapproche, plus il s'agit de devenir sérieux. L'idéologie libérale a permis de se distinguer de l'adversaire, de gagner des sympathisants en leur faisant miroiter les prodiges de l'économie de marché. L'appât est maintenant rangé au magasin des accessoires. M. Michel Noir, député du Rhône, a réhabilité le mois dernier la politique industrielle, vanté l'action « incitative » de l'Etat, annoncé que les dénationalisations seraient progressives et qu'elles poseraient nombre de problèmes (attendons la suite) tandis que Jacques Chirac ne jure plus que par l'extension des T.U.C.

Bien que nous soyons habitués aux retournements stratégiques, celui-ci laisse pantois. Il montre le parfait mépris dans lequel sont tenus les idées, les intellectuels qui les élaborent, les militants qui y adhèrent. La conquête du pouvoir est le seul objectif, ses artisans ne s'embarrassent d'aucune conviction et se soucient comme d'une guigne des rêves qu'ils suscitent, des enthousiasmes qu'ils déclenchent.

Avant même la victoire supposée, voici le temps de la désillusion.

B. LA RICHARDAIS

**Vient de paraître
«La place de l'étoile,
conte mystique et
politique»**

**de Luc de Goustine
58 pages 60 F franco**

Défense corporative

Malgré la crise des syndicats, malgré l'échec des mobilisations décidées par les états-majors, il y a des grèves qui marchent... et qui nous font marcher.

La crise désyndicalise, la crise démobilise. Et pourtant, la paix sociale est traversée de flambées de révoltes spontanées qui font plier, en l'espace d'une journée, les directions.

Souvenons-nous de la dernière grève de la SNCF : les cheminots ont arrêté les trains parce qu'ils refusaient le « contrôle continu des connaissances » que la direction voulait leur imposer à la suite des catastrophes de l'été. De même à Air-Inter, une grève des pilotes a été récemment décidée pour protester contre des sanctions qui avaient frappé deux des leurs à la suite d'un atterrissage mal contrôlé. Et la grève du métro, le 20 décembre dernier, s'est faite contre la condamnation par la Justice d'un conducteur jugé responsable de la mort d'un passager.

Ces grèves ont d'évidents points communs : elles concernent la sécurité, elles témoignent de la solidarité du personnel, elles sont très efficaces puisqu'elles paralysent en quelques heures une part importante de l'activité du pays, et gênent considérablement les usagers des services publics.

Sont-elles pour autant justifiées ? On comprend que du personnel qualifié soit très sourcilieux sur sa compétence et considère les sanctions ou les précautions supplémentaires comme une atteinte à sa dignité. La généralisation d'une telle attitude est cependant dangereuse. De la protestation contre des mesures administratives, on est déjà passé à la dénonciation d'une décision de justice ; de la grève pour la dignité, on risque de glisser vers des grèves visant à assurer l'immunité de ceux qui ont le pouvoir de désorganiser l'activité économique. Ainsi, dans certains secteurs, l'activité syndicale est en passe de se transformer en pure défense corporative. Si ce mouvement se généralisait, le fossé entre l'opinion publique et les syndicats deviendrait plus profond encore.

Yves LANDEVENNEC

P.P.M. Renouer avec le succès

Ainsi que nous l'avions laissé présager, nos amis portugais du Parti Populaire Monarchique poursuivent leur remontée et viennent de marquer des points en deux domaines.

Sur le plan interne tout d'abord. Vivement contestée par l'aile la plus conservatrice du parti, la commission politique du P.P.M. a été réélue lors du Congrès extraordinaire. Ce dernier a donc entériné la reprise de la ligne politique qui avait fait le succès du P.P.M. dans le passé et qui avait été malencontreusement abandonnée.



Mais la réussite la plus marquante est, bien sûr, le résultat obtenu aux élections municipales du 15 décembre. C'est sur Lisbonne que nos amis avaient concentré leurs efforts en présentant une liste qui rassemblait écologistes, journalistes, personnalités du monde des lettres et des arts, artistes et chanteurs. Avec 5% des suffrages, le P.P.M. a effectué ici une progression spectaculaire, puisqu'au dernier scrutin à Lisbonne il n'avait obtenu que 0,4% des voix. Mais surtout il a maintenant un élu à la mairie. Position-clé lorsque l'on sait que sur les dix-sept sièges, huit ont été emportés par la coalition de droite, cinq par le Parti communiste et trois par le Parti socialiste. L'élue royaliste se retrouve donc aujourd'hui en position d'arbitre dans la capitale.

D'autre part, la campagne électorale extrêmement animée et spectaculaire qu'a menée le P.P.M. lui a fait connaître un regain d'adhésions en provenance des horizons les plus divers.

Autant de signes prometteurs qui montrent que le P.P.M. a terminé sa « traversée du désert ».

Yvan AUMONT

(1) Royaliste 436

RÉFLEXIONS SUR

Jardin à la française

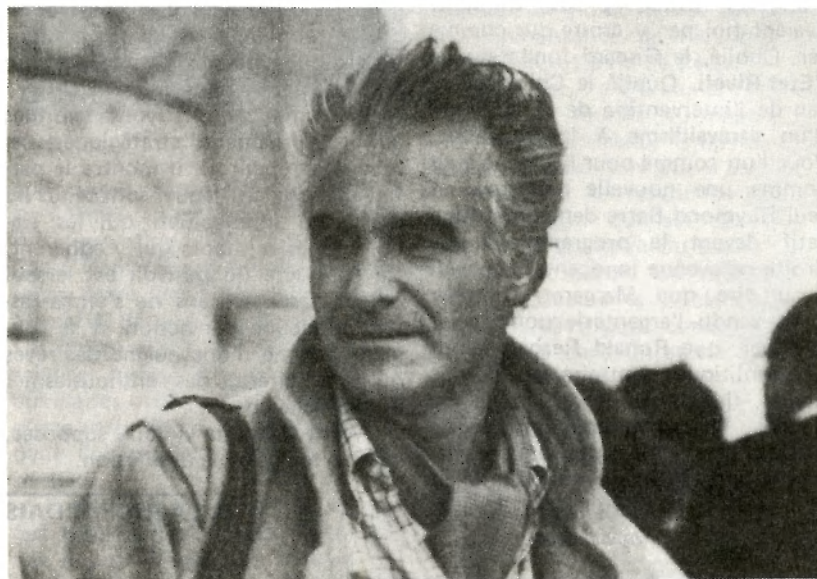
tement telles que ses proclamations étaient des actes, non des projets. Quant à Georges Pompidou, il invoquait l'exemple à qui il devait tant, et sa propre carrière, et une certaine modestie qu'il feignait de croire un changement. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand évoquèrent les plus vastes perspectives; en termes de mutation, de fracture, de nouveauté. Si le fond a beaucoup différé puisque depuis 1981 on fait ce qui aurait dû et pu être fait à moindres frais depuis 1974, la forme du discours et de la gestion s'est répété ces dix dernières années à l'inverse de ce que l'élection avait fait attendre. Une continuité morne, contrainte par la manière dont on laisse gouverner l'administration et par les évidents acquis des règnes précédents, comme la geste qu'on voulait donner aux Français. Et à ceux-ci n'est donné que le rôle de l'acquiescement.

Quand de la Galerie des glaces on contemple la perspective jusqu'au fin brouillard des lointains de la pièce d'eau des Suisses, quant à l'automne on descend vers le bassin d'Apollon et que font escorte les statues pâles et parfaites du Grand Siècle qui ne savait pas encore le dais immense et cuivré des arbres du futur, on voit bien ce qu'est une politique française. Tout le parti tiré d'une réalité à l'époque assez maussade et marécageuse, de pentes molles et sans caractère particulier. Et l'on passa ainsi du plus beau bâtiment de tous les temps aux degrés des terrasses et des bassins, aux déclivités les plus variées jusqu'à la perte aux horizons tandis qu'aux rives apparemment symétriques du parc venaient s'effiloche ou s'amarer la forêt par îlots ou fragments ou les demeures retirées. L'esprit se mariant avec la matière, l'ordonnait puis lui rendait au fin fond la bride, une fois le dessin exécuté. Il faut une grande fermeté intellectuelle pour ordonner de la sorte - collectivement, car le Roi était entouré d'un véritable peuple d'artistes et les finances comme les guerres qui somme toute illustraient d'éphémérides et de retards ou de gloires imprévus le grand œuvre - et il faut une grande confiance en soi et dans l'avenir pour entreprendre aussi vaste. Il faut surtout une belle cohérence intime

pour que l'effet d'échelle soit tel que nulle part l'homme du temps et de ceux qui allaient suivre ne disparaisse, désorienté ou écrasé.

Pourquoi la France ne se gouvernerait-elle pas de la sorte ? Une confiance collective telle qu'aucun modèle extérieur pour l'économie, la société, l'industrie ne serait cherché, requis ni envié. Une fermeté intellectuelle des dirigeants, ne plagiant plus les précédents ou les comparses ou les voisins, mais faisant tout de go le bel ouvrage. Une association de beaucoup, de presque tous, puisque les institutions le permettent, et

leur for intérieur. Ne sont-ils pas débordés par le calendrier qui presse quotidiennement l'homme d'Etat s'il ne sait pas réfléchir seul au-dessus des dossiers et téléphone coupé ? Par les groupes et les corporations dont ils ont pris - faut d'en imaginer un eux-mêmes, puisqu'ils ne seront jamais que gestionnaires - les programmes ? Les compétiteurs pour le printemps prochain - s'il en reste car les uns sont aussi convaincus d'être battus que les autres le sont de gagner - qu'ils se ressemblent en fait, les yeux à leurs souliers, complètement pris par le plus bas des âmes et des esprits qu'ils prétendent conduire.



La France est exceptionnelle, puisqu'elle est une construction volontaire. Rien dans sa géographie, dans ses peuples ne la borne ni ne l'unifie a priori. Il faut pour que se fasse et demeure la nation française une volonté constante. Aujourd'hui autant, peut-être davantage qu'hier. Notre esprit, abstrait, excelle à partir de données concrètes à dessiner les plus vastes perspectives. Chacun des présidents de la Vème République avait un grand dessein. Les circonstances firent que seuls les deux survivants des quatre s'étant succédés depuis 1959, exprimèrent ce dessein en discours d'inauguration. De Gaulle fit plusieurs fois son testament mais l'ouverture de son mandat, il ne la datait que du 18 juin 1940 et les circonstances algériennes qui le firent revenir au pouvoir étaient immédia-

qu'il y ait des guerres ou des revers ne devraient rien empêcher. Le calme n'est pas un article pour la télévision, la fermeté ou la maturité n'est pas couleur d'un costume ou quart d'heure d'un discours. Le Roi était roi de naissance et toute sa vie. Tous ceux qui aujourd'hui prétendent au Gouvernement cherchent à mimer on ne sait trop qui et à faire accroire qu'en quelques mois d'une apparente dictature de salut public que leur confieraient les électeurs, ils pourraient tout redresser, et ceux qui sont encore au pouvoir, n'ont-ils pas l'argument d'autorité qu'ils reprochaient à leurs prédécesseurs au moment de les vaincre ? Le doute est grand de ce que sont ces hommes en

Car le jardin, le parc à la française donnent une autre leçon. Œuvre de l'intelligence et de ses rythmes, de son organisation par analogie, déduction et symétrie, ils sont aussi le cadre de la rencontre, du spectacle, d'une certaine conversation. Une politique dessinée vaste et sereine se réjouit des affluences populaires et des cérémonies, elle les provoque. De nos jours, c'est un referendum sur une question difficile, c'est un thème que l'on fait traiter par l'ensemble des moyens de communication. Car si les médias et la presse écrite ou parlée, ont pu sembler globalement desservir le septennat en cours c'est peut-être que celui-ci se laissa prendre au

NOS INSTITUTIONS

La monarchie c'est toujours ... "l'évènement"

rythme et au vocabulaire de celle-là au lieu de sans cesse garder la distribution des cartes. De Gaulle imposait les sujets d'actualité et Louis XVI gardait sa couronne tant qu'il ordonnait les Etats-Généraux. C'est autour du chef de l'Etat que doivent converger les commentaires et les actions : que si M. Mitterrand avait convié au référendum dès l'été de 1981 sur les nationalisations, moyennant la retouche adéquate de l'article II de notre Constitution en question préalable à celle du fond, il aurait rendu celles-ci irréversibles et préparé nos textes pour le second dont il eut manifestement besoin : celui des libertés. Dissolvant après son triomphe, même mitigé, à l'automne de 1984, il aurait une Assemblée Nationale actuellement bien meilleure que celle à venir en mars prochain, fruit d'un vau-l'eau gouvernemental de dix-huit mois, d'une haine injustifiée de tous ceux qui n'aiment ni l'Etat ni la générosité, d'une propagande de l'opposition quasi-criminelle puisqu'elle aura sapé les fondements de la crédulité publique dans un minimum de constats statistiques ou matériels. Le septennat serait encore entouré du peuple puisqu'on l'aurait fait venir à plusieurs reprises dans les allées du pouvoir, les perspectives seraient celles communes à tous ceux qui vont et viennent dans le grand jardin de France. Tous ils sont responsables, nos politiques de l'opposition et du gouvernement, de s'être perdus dans les haies et les bosquets de tous les bords, et de n'avoir osé marcher en tête au grand découvert de notre parc ancestral, national.

Codicile à cette analogie : nos septennats depuis quinze ans n'ambitionnent que l'architecture, de Beaubourg au grand Louvre ou au musée du XIXème siècle; aucun depuis Malleux soutenu par de Gaulle n'aurait eu - pas même l'audace, seulement l'idée - de soigner le parc des Tuileries avec les statues du splendide Maillol ou de restituer les Invalides à son grand gazon, et alors en fait de palais ou d'immeubles nouveaux, on ravalait de neuf tout simplement notre plus bel héritage.

Bertrand
FESSARD DE FOUCAULT

Et si on essayait avec un roi ? demandait «L'Evènement du jeudi» au mois de novembre. La question n'est pas restée sans échos dans les revues de presse des journaux et à la radio. Quelques journalistes ont poussé la réflexion un peu plus loin. Notamment, il faudrait se demander pourquoi, dans la presse économique.

Ainsi Jacques Saintonge, dans l'hebdomadaire «La Presse française» (1), souligne l'étonnant décalage entre l'idée que l'on se fait de la monarchie dans notre pays et la réalité observable en Europe. Alors que la monarchie est présentée comme un «concept incongru» en France, «tout le monde s'accorde à dire que la démocratie aurait déserté l'Espagne des coups d'Etat, la Belgique des querelles linguistiques, le Royaume-Uni des tiraillements ethniques, que ces nations auraient même perdu leur identité, sans le ciment de la monarchie». De fait, explique Jacques Saintonge, «le souverain ne doit qu'à sa naissance, et non à l'argent, aux partis, aux fortunes agitées du sort électoral, sa légitimité. Il est alors, naturellement, l'arbitre. Chez nous, le chef de l'Etat n'est que le chef d'un camp, d'un clan, d'une faction, contestée, rejetée par l'autre. Dès lors, il ne peut y avoir d'alternance au sommet, mais revanche. Et notre vie politique va de revanche en revanche. Parce qu'il est utopique de demander au vainqueur de devenir, au lendemain d'une furieuse bataille, le Président de tous les Français. Jamais il n'est vécu comme tel». D'où un climat de guerre civile, que notre système politique entretient depuis des lustres. Dangereux pour l'unité nationale, il est aussi préjudiciable à l'économie : «L'économie n'aime pas la violence des ruptures. On ose dire aujourd'hui à la suite d'Alfred Cobban, historien anglais, que la terrible fracture de la Révolution française a condamné la France au second rang en Europe pendant le

XIXème siècle, et laissé le premier à l'Angleterre de la continuité. L'économie a besoin d'une certaine stabilité politique. Elle souffre des secousses de la vie politique. Et ces spasmes sont d'autant plus nocifs qu'ils frappent au plus haut».

A ces remarques pertinentes, s'ajoute la remarquable réflexion menée par Favilla dans «Les Echos» (2) sur les dangers de la conception moderne de la politique : «Telle que nous la concevons d'ordinaire, la politique est une expression de la croyance dangereuse que le pouvoir politique est fait pour modeler la société selon son bon plaisir - idéaux, craintes, théories, fantasmes. La rivalité démocratique exacerbe forcément cette croyance et son danger. Couronner la démocratie, c'est placer au sommet une institution de caractère social : une famille. C'est ainsi subordonner, dans l'image même de l'Etat, la volonté des pouvoirs politiques à la primauté d'une société que ces pouvoirs doivent servir, c'est-à-dire d'abord reconnaître, conserver, laisser vivre. Bref, c'est manifester que tout n'est pas Pouvoir.»

A juste titre, Favilla remarque que nous risquons de nous éloigner de cette monarchie couronnée : «L'évolution de nos institutions nous éloigne de cette symbolique. Quand nos professionnels réfléchissent aux difficultés que pourrait faire naître le décalage entre l'ex-majorité du président et la nouvelle majorité de l'Assemblée, ils imaginent de les faire élire simultanément et pour la même durée. Mais en réduisant le mandat présidentiel, on augmenterait le pou-



voir du président, maître absolu pour cinq ans. On écarterait l'image que de Gaulle avait rêvée, d'un président quasi royal, artisan d'unité et de continuité.

Nous voici au rouet : si l'on ne peut plus réunir dans le président le chef politique et l'arbitre national, si la fonction présidentielle bascule complètement du côté du chef, où trouverons-nous l'arbitre ? La réponse n'est peut-être pas le roi, mais la question est sûrement posée.»

Si le problème de l'arbitrage est effectivement posé, comment le résoudre sans garantir celui-ci par une légitimité historique qui, comme on le voit dans les monarchies européennes, est la condition première de l'indépendance du chef de l'Etat ? Nul doute que la réflexion ne cessera de progresser dans cette voie.

A.D.

(1) «La Presse française», 6 décembre 1985.

(2) «Les Echos», 6 décembre 1985.

Aidez-nous par
votre adhésion à la N.A.R. !

Le français retrouvé

Le retour au passé est parfois suspect. Mais retrouver sa langue est une nécessité, qui se double d'un plaisir vrai. Une langue vivante ne cesse de s'enrichir de termes nouveaux. Elle risque cependant de s'appauvrir si les mots anciens sont oubliés, et si nous perdons le sens de ceux que nous utilisons. Retrouver le français n'est pas parler comme autrefois, empêcher l'évolution de la langue, mais préserver notre capacité de dire les choses et de comprendre ce que nous lisons et entendons.

Pour répondre à ce souci, la collection du «Français retrouvé» (1) nous offre des instruments indispensables, plus agréables et plus faciles à consulter que les dictionnaires et les traités du langage. Au fil de ses parutions, elle nous fait découvrir ou redécouvrir les racines, les étymologies, les définitions, la signification des expressions courantes sans lesquelles nous parlerions et écrivions de façon approximative.

Après dix autres volumes, tous remarquables, voici «les mots de la philosophie» expliqués par Alain Lercher et illustrés de dessins, souvent fort drôles, de Bennip. Il ne fait pas de doute que ce petit volume sera apprécié des lecteurs de «Royaliste» qui s'interrogent parfois sur certains des termes utilisés dans notre rubrique «Idées».

De l'aporie (impasse logique, problème insoluble) à la téléologie (science des fins, de la finalité), ils sauront tout d'un seul coup d'œil et pourront mieux situer la pensée de philosophes que nous évoquons souvent. Ils se familiariseront aussi avec le bestiaire philosophique : l'animal politique, bien sûr, mais aussi l'âne de Buridan et la chouette de Minerve qui «prend son envol au crépuscule».

En complétant «Les mots de la philosophie» par les «Trésors des racines grecques» et ceux des «racines latines», chacun, quelque soit sa formation intellectuelle, se sentira plus à l'aise dans sa langue. Au plaisir de comprendre peuvent s'en ajouter d'autres, plus sensibles, puisqu'à l'étude des mots de la philosophie il est possible d'ajouter celle des «Mots du vin et de l'ivresse».

Annette DELRANCK

Collection -Le Français retrouvé- Editions Belin. 13 titres parus.

Monument Le roi Braudel

Célèbre à l'étranger et en France, traduit en de nombreuses langues, «le Pape des historiens», le patron de la «Nouvelle Histoire», «le Roi Braudel» est mort. Autant d'expressions qui témoignent de la place qu'occupait et occupera Fernand Braudel dans l'histoire contemporaine.

Son nom est attaché à plusieurs institutions qu'il a animées. La revue «Annales» bien sûr qu'il dirigeait depuis 1946, mais aussi la sixième section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes qu'il fonda avec Lucien Febvre et Charles Morazé, et la Maison des Sciences de l'Homme qu'il administrait depuis sa fondation en 1962.

La reconnaissance de son rôle ne s'est faite totalement en France que tardivement comme en témoigne son élection à l'Académie française en 1984 et les récentes manifestations en son honneur.

Au sein de ces institutions et par son œuvre, Fernand Braudel a milité pour une histoire globale. Non sans passions. Sa première passion, celle qui fait l'historien digne de ce nom, son goût pour les archives, qu'il vivait comme une aventure parce que le spectacle qui se déroule devant les yeux du chercheurs est rarement celui qu'il attendait. Passion pour un «personnage», la Méditerranée, et pour une ville, Venise, qui lui faisait écrire : «Quand j'arrive à Venise, je suis un autre homme» et souhaiter pour la sauver qu'elle devienne une ville franche, indépendante (1).

«LE TEMPS... COMME FEUILLETÉ»

Personnage inhabituel, la Méditerranée posait une problématique particulière. «La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II» l'amènèrent ainsi à décomposer le temps : «Il y a l'histoire qui ne bouge pas; puis l'histoire lente, rythmée (la conjoncture, le mouvement de la population, les Etats, la guerre); enfin, très rapides... Car le temps de l'histoire n'est pas d'une seule coulée; il est comme feuilleté» (2).

Refus de l'histoire événementielle ? Non, mais refus que cette histoire existe seule pas plus qu'il n'était favorable à la seule histoire de la lon-



gue durée. Mais il soulignait que l'événementiel est ce qu'il y a de plus difficile à saisir.

Se démarquant de ses prédécesseurs, Marc Bloch et Lucien Febvre, Fernand Braudel ne souhaitait pas l'assimilation par l'histoire des autres sciences humaines devenant sciences auxiliaires mais œuvrait à la création d'une sorte d'«interscience» comprenant l'histoire et toutes les autres sciences.

Porté vers les entreprises de longue haleine, il travaillait depuis cinq ans à une Histoire de France. Malheureusement seul le premier des trois volumes, «L'identité française» verra prochainement le jour; l'ultime ouvrage d'un homme habité par le sentiment de l'importance et de l'immensité de la tâche de l'histoire; occasion d'un prochain rendez-vous avec Fernand Braudel.

Philippe CAILLEUX

- (1) «Nouvel Observateur» 1070, p. 103.
(2) «Magazine littéraire» 212, p. 19.

**Abonnez-vous à
«Cité»
125 F**

Revue Communio

Pour marquer sa 10ème année d'existence, la revue catholique internationale «Communio» publie un numéro spécial intitulé «L'avenir du monde». Des 17 contributions majeures qui, de la théologie (cardinal Ratzinger) à la linguistique (A.J. Greimas) et de la psychanalyse (A. Juranville) à la philosophie (J.-L. Marion), tentent la nécessaire gageure de mettre aux prises les outils de l'intelligence avec les fins dernières de la Foi, nous retiendrons particulièrement l'essai de T.F. Torrance sur **Le dialogue du juif et du chrétien**.

Parce qu'elle entre dans l'effort de conversion qui, par Tresmontant déjà et Carmignac, a largement renouvelé notre approche des sources judaïques et que, de la reconnaissance du Christ en tant qu'hébreu, découleront infailliblement des changements de point de vue politique et une renaissance de l'identité chrétienne en cette fin de siècle.

En effet, l'affrontement des puissances du monde au peuple d'Israël a pris en notre temps des traits paroxystiques tels que l'horreur de l'holocauste a rendu suspecte la confrontation qui est de l'essence même de l'histoire du salut. Les garanties politiques ou militaires arrachées depuis la Déclaration Balfour en 1917 pour consolider la nation juive dans un statut d'Etat de droit commun, ou pour l'anéantir en tant que tel, sont venues occulter l'interrogation de ce qui fonde Israël comme la chrétienté, c'est-à-dire la Mission universelle qui leur fut confiée d'en haut.

Que nous soyons, Israël et nous, «partenaires historiques de la révélation», que la seule conversion concevable dans cette rivalité d'amour se joue par sainte «jalousie» d'être, nous par Israël et Israël en nous, de meilleurs serviteurs de l'unique Promesse, voilà ce qu'il nous faut réapprendre pour retrouver le témoignage distinctif que les nations baptisées sont encore sommées de porter, même à leur insu, dans le concert du siècle.

Cesser d'interpeller Israël - y compris le petit Etat hébreu - sur sa vocation, c'est oublier que la nôtre est en jeu et que «nous sommes spirituellement des sémites» (Pie XII).

L.G.

«Communio», 57 F, 28, rue d'Auteuil, 75016 Paris.

Le synode extraordinaire Achèvement de Vatican II



Gérard Leclerc

L'histoire, comme les voies de Dieu, est décidément imprévisible. Au début des années soixante, beaucoup de chrétiens ont vécu une période euphorique. Les grandes assises du concile Vatican II leur donnaient à la fois une impression de libération et de triomphe (en dépit de la dénonciation d'un triomphalisme posttridentin). Enfin, l'Eglise se débarrassait de tout ce qui l'empêchait d'être vraiment évangélique. Enfin, elle allait pouvoir opérer sa réconciliation avec une civilisation moderne dont ses réflexes frileux de défense l'avaient tenue éloignée. Grandioses perspectives... Patatras. Trois années après la clôture de Vatican II, l'Eglise de France vit une de ses crises les plus terribles. L'épiscopat affronte la révolte ouverte d'un jeune clergé enivré par le maelström de mai 68 qu'il a d'ailleurs compris au rebours de Maurice Clavel. Les conséquences sont sévères : des années de prêtres ordonnés récemment vont se disperser dans la nature; les séminaires vont fermer les uns après les autres.

La terrible crise post-concilaire

Pour envenimer un peu plus les choses, les évêques français se trouvent aux prises avec une vigoureuse contestation traditionaliste. Le catholicisme en France et dans beaucoup de pays européens, est déstabilisé pour longtemps. Le pape Paul VI qui a pourtant mis ses espoirs dans Vatican II pour un renouveau de l'Eglise tente un redressement doctrinal, notamment par la publication d'un Credo qui se heurte à d'étonnantes résistances. Certains se posent la question : le catholicisme est-il en train de mourir ? C'est sans doute prématuré d'autant que la France et l'Europe ne constituent désormais qu'une faible part de l'Eglise universelle. Mais cela, on ne le voit guère, on pense plutôt que le christianisme prisonnier de structures obsolètes est dans l'incapacité de répondre aux défis de la sécularisation et aux aspirations de l'homme moderne.

Mais le temps coule et réserve de nouvelles surprises. Les idéologies auxquelles s'étaient vouées les générations d'après-guerre vont s'effondrer les unes après les autres, en entraînant avec elles nombre d'illusions des catholiques d'après Concile. Un nouveau pape, d'un style vigoureux, va reprendre les commandes, en redonnant partout impulsion et enthousiasme. Mais on ne refait pas en quelques années tout le terrain perdu dans nos contrées. Jean-Paul II est désigné par tout un parti qui demeure puissant dans les structures ecclésiales comme l'homme de la Restauration avant même que le cardinal Ratzinger ait prononcé le mot fatidique. On se mobilise donc de ce côté contre le retour en arrière au nom de Vatican II que l'on proclame en péril.

Mais Jean-Paul II pare l'offensive, à sa façon à lui, à la fois déterminée et soucieuse de l'accord général. Il convoque donc, pour le vingtième anniversaire de la clôture de Vatican II un synode qui aura pour mission «de célébrer, vérifier, promouvoir de plus en plus la connaissance et l'application du concile, aussi bien dans la lettre que dans l'esprit». Sur le moment, prisonniers d'une controverse empoisonnée sur le thème du concile en danger, peu d'observateurs se sont doutés de l'importance stratégique de la décision du pape. En réunissant des représentants de l'épiscopat mondial, il mettait fin purement et simplement au conflit d'interprétation qui depuis vingt ans empoisonnait l'atmosphère et rendait problématique la véritable application de Vatican II. Je me permets d'écrire aujourd'hui qu'il a réussi au-delà de toute espérance.

Sans doute, l'opinion a-t-elle éprouvé quelque difficultés à comprendre au début ce qui se passait réellement à Rome, dans ce synode. Beaucoup d'organes de presse lui annonçaient une vigoureuse offensive des conférences épiscopales contre le centralisme romain, ou même des démentis cinglants opposés à certaines initiatives du pape et de ses collabo-

rateurs. Las, après une semaine, il fallut bien déchanter. L'explosion antiromaine ne se produisait pas. Il n'en fallait pas plus pour qu'on nous annonce un «tournant» du synode qui n'eut jamais lieu que dans les imaginations de quelques idéologues déçus.

Dès le départ, les convergences et l'unanimité s'avèrent impressionnantes. Il y eut bien certes ici ou là des tentatives de la part de quelques églises d'ailleurs à la dérive pour amorcer quelques voies de traverse. Elles se heurtèrent au roc de l'assentiment général. Les Pères du Synode, loin de brandir l'exercice de la collégialité contre le pape, reconnaissaient dans le ministère de Pierre leur unité visible et la condition de leur liberté à tous. Une des interventions qui eut le plus de poids sur le synode, fut à ce sujet, celle du cardinal Lustiger. «*Le collège par l'unicité de son chef exprime l'unité de l'Eglise et il en manifeste la communion par la pluralité de ses membres*». On aboutissait ainsi à un retour au Vatican II réel, par delà les courants idéologiques qui le recouvraient. C'était un recentrement théologique et mystique impressionnant.

L'Eglise qui avait été l'objet premier du concile était redéfinie comme mystère en vertu de son intime connexion avec le Christ par l'Esprit Saint, comme signe et instrument de sainteté dont la Vierge Marie est l'exemple premier. Elle était aussi *Communio*, non pas en raison de quelque idéal communautaire mais parce qu'elle se réalise à travers les sacrements. Précision importante : la pluriformité de l'Eglise à travers ses différentes inculturations n'a rien à voir avec ce qu'on appelle pluralisme.

Une relation finale qui fait l'unanimité

L'Eglise et le monde ? Autre grand thème de Vatican II. Le Synode appelle à un approfondissement de la théologie de la Croix qui fonde le réalisme de l'espérance chrétienne. A la lumière de ces grands principes, tout le reste s'ordonnait naturellement : *aggiornamento* qui est le contraire d'une facile adaptation au monde, œcuménisme qui doit répondre aux exigences les plus hautes de la communion, etc. Il suffit de lire attentivement la relation finale du synode, établie par le cardinal Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles et votée à une quasi-unanimité, paragraphe par paragraphe pour constater que les conclusions de l'assemblée, aussitôt approuvées par le pape ne peuvent être contestées.

Ainsi se trouve répudiée la plus insidieuse idéologie postconciliaire, celle qui prenait prétexte de l'*aggiornamento* pour faire de l'Eglise une réalité humaine accordée à une philosophie de l'histoire mondaine. Le synode a réaffirmé la nature surnaturelle de l'Eglise dont la mission est d'abord de faire rayonner le mystère du Christ pour le salut du monde. C'est en étant elle-même, par le ministère de la parole et la célébration de l'eucharistie qu'elle pourra aussi assumer sa diaconie, c'est-à-dire son service de charité dont les pauvres sont les sujets préférentiels.

En terminant, ce trop succinct bilan, je voudrai livrer une dernière impression. Ils n'étaient pas deux cents, mais ils étaient à eux tous le monde entier, toutes races et civilisations confondues. L'Eglise est désormais vraiment catholique. Et quels pasteurs ! Grandes figures d'évêques, pas du tout inégales à leurs grands modèles. Beaucoup venaient des régions les plus convulsives, certains étaient les représentants des martyrs d'aujourd'hui. Si elle n'était d'un autre ordre, on pourrait dire sa fierté d'appartenir à cette Eglise-là.

Gérard LECLERC

Fraternité

Les enfants perdus

Gaulliste de gauche et éditorialiste connu, Frédéric Grendel est d'abord un écrivain. Mais pas un auteur.

Ecrivain, auteur : quelle est la différence ? L'écrivain écrit, et publie éventuellement. C'est alors qu'il choisit d'être, ou de ne pas être, un auteur jouant son œuvre devant les autres, veillant à sa promotion comme le fait un père de famille lorsqu'il pousse ses enfants dans le monde.

Grendel est incapable d'accomplir ce devoir paternel, condition première de la notoriété et du succès : «J'ai toujours abandonné mes enfants après la naissance, non que je fusse plus dénaturé qu'un autre, mais parce que je ne les reconnaissais pas» dit-il dans la préface au «Traité de paix» et à «La Cérémonie» - deux romans qui viennent, ensemble, d'être réédités (1). Déception de l'écrivain devant son œuvre - mais quel est celui qui ne l'éprouve pas - qui le conduit à l'oubli et à l'absence...

Pourtant, «Le Traité de paix» et «La cérémonie» ont connu une destinée enviable. Le premier, mis en scène par Hervé Bromberger, a été récemment diffusé à la télévision et le second servit de thème à un film qui, comme tant d'autres, défigurait le livre. L'occasion nous est donnée aujourd'hui de découvrir ces enfants perdus, et pas seulement par l'auteur. Dans les deux livres, il s'a-

git bien d'enfants perdus, bien que les deux principaux personnages aient déjà atteint l'âge d'homme. Contraints et forcés, l'un et l'autre fuient, l'un l'armée française en compagnie de son gardien fellagha,

Qu'on ne croie pas cependant à des romans d'aventures. Le thème commun du «Traité de paix» et de «La cérémonie», c'est la fraternité, regardée non comme une affection paisible mais comme mélange d'amour et de haine. Il suffit de peu pour que tout bascule dans une forme de passion, ou dans l'autre, sans qu'aucune nécessité soit déterminante. Dans «Le Traité de paix», deux combattants appartenant à des camps opposés trouveront, dans leur fuite bientôt commune, une fraternité qui n'était inscrite ni dans le lieu, ni dans l'époque, ni dans les liens du sang. Dans «La cérémonie» au contraire, Caïn en viendra à tuer Abel, après l'avoir fait évader... Dans une langue très belle, Frédéric Grendel a su dire la dureté des liens qui unissent ou détruisent les hommes.

Sylvie FERNOY

(1) Frédéric Grendel - *Le traité de paix* suivi de *La Cérémonie* - Flammarion, 262 p., prix franco : 95 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

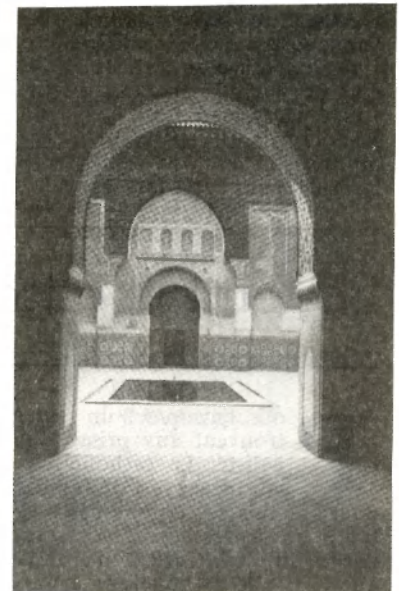
Mare nostrum

Introuvable Maghreb

Le récent procès de Médéa, en Algérie, le «problème» toujours actuel du Sahara occidental, l'omniprésence de Kadhafi, autant de raisons de lire le dernier livre de Michel Jobert.

Cet ouvrage est un vibrant plaidoyer pour l'unité maghrébine. De la Mauritanie à la Libye s'est développé sur «une longue continuité de terres» qu'aucune frontière naturelle ne rompt, un substrat culturel primitivement berbère, puis arabo-berbère. Cette réalité nous vaut quelques belles pages sur la défense des Imazighen* (les «hommes libres») qui prennent toute leur valeur après le procès de Médéa. De Nouakchott à Tripoli, une seule religion, musulmane sunnite et des difficultés souvent identiques : une démographie galopante, des campagnes qui se vident au profit des villes, alors que le besoin d'une agriculture prospère se fait de plus en plus impérieux. Pour M. Jobert, le Maghreb est un dans sa diversité.

A l'exception peut-être du Maroc, puisque l'actuelle dynastie régnait avant l'arrivée des Français, les Etats actuellement en place tiennent toute leur légitimité de la lutte anti-coloniale, même s'ils tiennent leurs frontières de l'ancien colonisateur. Mais, frappés du coin de la modernité, réagissant comme les Etats-Nations occidentaux, ils n'ont pu, malgré les incantations, rassembler la communauté arabe («Umma al arbiyya»). M. Jobert rappelle fort opportunément que la révolution iranienne est un peu l'arbre qui cache la forêt : «les prédicateurs - institution vieille comme l'Islam - se sont mis en



route... Atteindre l'individu avant l'Etat, en profitant du trouble premier, parlant de l'âme, du salut, de la rigueur pour mieux dénoncer les iniquités des pouvoirs, remettre ensuite en cause leur légitimité qui ne devrait découler que de Dieu et du consensus général...

L'ancien ministre des Affaires étrangères en appelle à l'édification du Maghreb pour faire en quelque sorte le pendant de la construction européenne de l'autre côté de la Méditerranée. Seulement voilà, dans les faits ce Maghreb existe encore moins que l'Europe, ce qui n'est pas peu dire. On conviendra cependant avec M. Jobert que ce n'est pas une raison pour abandonner cette «Mare nostrum» aux superpuissances. Il y va de l'intérêt des pays riverains, qu'ils soient d'Europe ou d'Afrique du nord.

Alain SOLARI

* Environ un cinquième de la population du Maghreb est de langue berbère. Encore faut-il noter que les Arabes sont souvent des Berbères arabisés.

Michel Jobert - *Maghreb, à l'ombre de ses mains* - Albin-Michel, 280 p., prix franco : 98 F.



La N.A.R. c'est le bi-mensuel «Royaliste», mais c'est aussi deux revues «Cité» (abonnement 4 numéros : 90 F) et «Lys Rouge» (abonnement 4 numéros : 50 F). C'est encore la série des «Cahiers de Royaliste» dont vous vous rappelez les 3 derniers numéros :
— Cahier 13, «Dossier Mai 68», 64 p. : 14 F franco,
— Cahier 14, «Monarchie et Démocratie», 46 p. : 15 F franco,
— Cahier 15, «La Démocratie selon Louis XVI» : 23 F franco.

Et puis ce sont des livres produits par notre service édition ou par de grandes maisons comme Stock, Hachette ou Denoël...

(les prix indiqués ci-dessous sont ceux pratiqués à nos bureaux. Pour toute commande par correspondance, ajouter 10%, avec un minimum de 10 F par commande, pour les frais de port. Règlement à la commande à l'ordre de «Royaliste»).

Bertrand Renouvin :
— «Le Projet Royaliste» (1974), 134 p. : 25 F
— «Le désordre établi» (1975), 220 p. : 35 F
— «La révolution tranquille» (1981), 144 p. : 40 F
— «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale» (1983), 224 p. : 98 F
— «La République au roi dormant» (1985), 262 pages : 75 F

Olivier Lespès :
— «Une révolution dans le royalisme, histoire de la N.A.R.» (1984), 150 p. : 68 F

Gérard Leclerc :
— «Un autre Maurras» (1974), 184 p. : 45 F
— «Avec Bernanos», (1982), 190 p. : 65 F
— «La bataille de l'Ecole» (1985), en collaboration avec Philippe Delorme, 336 p. : 98 F

Philippe Vimeux :
— «Le comte de Paris ou la passion du présent» (1975), 164 p. : 40 F

B. Fessard de Foucault :
— «Maurras et le socialisme» (1984), 298p. : 120 F

Yves La marck :
— «Monarchie et politique étrangère» (1985), 120 p. : 88 F

Luc de Goustine :
— «Le Printemps, la Commune et le Roi» (1978), 184 p. : 58 F
— «La place de l'étoile, conte mystique et politique» (1986), 58 p. : 60 F

Sans oublier nos livres en souscription,

Marc Desaubiaux :
«La fin du parti royaliste 1889-1890», 85 F franco de port (à paraître le mois prochain).

Laurent Bourdelas, déjà auteur de la plaquette de poésie «Keranaon» (62 p. : 24 F) nous prépare un
— «Limoges rouge/Limoges blanche, la ville dans la tourmente du XIXème siècle» à paraître avant Paques 1986 : 62 F franco de port.

Nous avons participé à l'édition de bien d'autres ouvrages royalistes, demandez en la liste, sans engagement de votre part.

Meilleurs vœux pour 86

NOS LECTEURS SONT CONVIÉS A LA

GALETTE DES ROIS
DE LA RÉGION PARISIENNE



qui aura lieu le
SAMEDI 11 JANVIER
de 17 h à 20 h

dans les locaux du journal
17 rue des Petits-Champs
4ème étage - Métro Bourse ou Palais-Royal

A 17 h 30 : allocution de Bertrand RENOUVIN

Mercredis de la n.a.r.

A Paris chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 8 janvier. Dans le prolongement de son dernier livre, Bertrand RENOUVIN présentera les «Nouveaux paysages intellectuels» : en philosophie, en histoire, en anthropologie, des bouleversements s'effectuent qui transformeront dans les prochaines années notre conception même de la politique. Une utile introduction à l'ensemble des débats qui auront lieu en 1986 chaque mercredi.

Mercredi 15 janvier. Trois ans avant le bi-centenaire de la Révolution française, peut-on envisager une nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme ? Fondateur des «Droits socialistes de l'Homme», Pierre BECIS viendra nous présenter le livre qu'il a consacré à cette question es-

sentielle. Un riche débat en perspective.

Mercredi 22 janvier. L'analyse critique des idées de 1968 (celles de Michel Foucault, de Jacques Lacan, etc...) par Luc Ferry et Alain Renaut, tous deux agrégés de philosophie, a déclenché de vives réactions dans la presse. Luc FERRY nous présentera cette «Pensée 68», dont l'influence a été déterminante dans de nombreux domaines de la réflexion.

Attention ! Exceptionnellement, la réunion commencera à 20h 30.

Rouen

A l'occasion de la sortie de son livre «La République au Roi dormant» B. RENOUVIN animera un dîner-débat qui aura lieu à Rouen le Vendredi 10 janvier à 20 h. Ce dîner aura lieu au restaurant «Le Hot Grill», place du Vieux Marché à Rouen.

Participation aux frais : 90 F. Inscriptions en écrivant à Philippe Cailleux -B.P. 6 - 76240 Le Mesnil Esnard.

En un début d'année il est de tradition de formuler des vœux. En tout premier lieu, bien sûr, ils s'adresseront à la Famille de France et à son chef Mgr le comte de Paris. Ce dernier incarne non seulement l'espérance des royalistes mais, d'une manière beaucoup plus large, il est la vivante démonstration de la volonté de servir qui a toujours été présente chez les Princes de la Maison de France.

Nous formulerons ensuite des vœux pour nos lecteurs et leur famille : sans eux notre action serait impossible, sans eux notre journal n'existerait pas. Leur soutien constant depuis 15 ans que nous existons, ne s'est jamais démenti. Qu'ils en soient aujourd'hui, ici, globalement remerciés.

Enfin les vœux que nous formons vont aussi à notre journal et à notre mouvement. Dans un contexte parfois difficile, il est néanmoins nécessaire que notre audience progresse, que notre action se développe et s'organise. Que 1986 voit ces progrès se concrétiser, voilà le vœu qui est commun à toute notre communauté militante.

Y.AUMONT

«LA NATION FRANÇAISE»
APPEL AUX COLLECTIONNEURS

Dans le but de compléter notre collection du journal «LA NATION FRANÇAISE», nous lançons un appel auprès de tous les anciens et les amis de la N.F. qui pourraient nous procurer les numéros suivants :

Année 1960 : numéro 262.
Année 1962 : numéros 343, 347, 354, 374, 377.
Année 1964 : 459.
Année 1965 : 480 - 490 - 493 - 504 - 508 - 525 - 527.
Année 1966 : 533 - 534 - 535 - 552
Année 1967 : 579.

Nous pourrions éventuellement photocopier ces numéros manquants afin de ne pas mutiler votre collection. A l'inverse nous pouvons fournir des photocopies des numéros en notre possession pour compléter votre collection. Appelez-nous au 42.97.42.57.

Comment va l'économie ?



NÉCESSITÉS

Est-il possible d'esquisser, un bilan de l'action économique entreprise depuis 1981 ? Nous verrons dans les mois qui viennent les habituelles batailles d'experts. Malgré la masse des statistiques et les comparaisons habiles, elles créent d'ordinaire plus de désarroi que de conviction. C'est que, quoi qu'en disent les spécialistes, l'économie n'est pas une science et ne parviendra jamais à cette dignité, puisqu'elle trouve son origine dans le désir. Or il n'y a rien de moins quantifiable et de moins prévisible qu'un désir.

Serait-ce une manière d'esquiver le débat ? Pas le moins du monde. Mais toute analyse critique qui se limiterait à la simple gestion oublierait l'essentiel : les dogmes, les doctrines, les aspirations éthiques, les catéchismes divers qui fondent toute politique économique. Attentifs au travail de remise en question des concepts fondamentaux de l'économie moderne (1), nous avons dénoncé, après d'autres, son caractère destructeur, sa violence intrinsèque, son totalitarisme caché (2). Près de deux siècles d'impérialisme de l'économie l'ont montré : loin de répandre les richesses dans l'égalité, l'économie moderne ruine la liberté, contredit l'exigence de justice, détruit les solidarités. D'où notre opposition au libéralisme si mal nommé, ou plus précisément à l'idéologie de marché qui a démontré son impossibilité pratique en engendrant l'étatisme. D'où notre hostilité au capitalisme entendu comme puissance souveraine de l'argent, prétendant soumettre à sa logique et à sa mesure les pouvoirs politiques et les nations.

CRITIQUES

Contenir la violence de l'économie, échapper aux paradoxes du libéralisme, réduire les puissances d'argent sans pour autant verser dans le collectivisme : tels sont nos objectifs de citoyens soucieux de justice et de liberté, de royalistes attachés à l'indépendance de l'Etat. Ils ont inspiré notre choix en 1981 et notre attitude depuis. Les lecteurs réguliers de notre journal savent que nous n'avons pas fait preuve de la moindre complaisance. En 1981, nous

avons souhaité que la politique de relance soit accompagnée d'une dévaluation forte et d'une protection sélective et temporaire du marché intérieur afin d'éviter les graves déséquilibres qui ne se sont pas fait attendre. En 1983, nous avons critiqué la politique de rigueur qui, comme on l'a vu, faisait passer la défense de l'emploi au second plan et ne pouvait, par là même, remédier aux faiblesses fondamentales de notre économie. Il n'est pas dans notre habitude de refaire les batailles du passé pour mieux les gagner sur le papier, mais force est de constater que le bilan de la politique conjoncturelle est loin d'être satisfaisant :

- Le succès remporté contre l'inflation est tout à fait remarquable puisque le taux annuel est tombé de 13,6% en 1980 à 5% cette année, tandis que le fameux différentiel d'inflation se réduisait très nettement avec nos partenaires et en particulier avec l'Allemagne.

- Sur le plan du commerce extérieur le bilan est encore incertain. Il est vrai que la balance des paiements est presque équilibrée, que notre endettement s'est stabilisé et que la balance commerciale s'est redressée. Mais Pierre Berégovoy reconnaît volontiers que ces améliorations restent fragiles puisque nous sommes en déficit à l'égard des pays développés. Cela signifie que l'appareil industriel français n'a pas encore surmonté ses faiblesses structurelles, malgré l'effort de modernisation qui a été entrepris.

- Le point noir reste évidemment le chômage, malgré la stabilisation enregistrée depuis un an dont rien ne dit qu'elle soit durable. Il est certain que sur ce plan aucun miracle n'est à espérer puisque le chômage résulte pour une part des mutations techniques considérables que nous connaissons. Mais ce constat ne saurait inciter à une acceptation fataliste. La détérioration de l'emploi depuis 1983 est aussi la conséquence d'une politique de retour aux grands équilibres qui ne peut se suffire à elle-même. Le gouvernement ne l'ignore pas puisqu'il a engagé une politique de modernisation industrielle et d'utiles réformes financières. Il doit maintenant envisager une relance, dans le cadre national et au niveau européen comme nous le disait récemment André Grjebine (3).

Malgré les erreurs et les échecs, une politique de redressement global demeure possible à partir de ce qui a été réalisé. Notre critique, parfois vive, de la politique économique suivie depuis 1981 ne nous empêche pas de la préférer à celle que préconisent les ultra-libéraux et de la défendre sur trois points capitaux :

- L'intervention de l'Etat dans l'économie est une nécessité aujourd'hui follement contestée. Dans un pays comme le nôtre, aux structures souvent archaïques, au patronat parfois rétrograde et pusillanime, l'Etat doit jouer son rôle d'animateur. La politique économique est d'abord une politique qui doit être conçue et dirigée par l'Etat, et non par des groupes privés soucieux de leurs seuls intérêts ou par un marché mythique.

- Les nationalisations décidées par le général de Gaulle puis par François Mitterrand ont permis d'éviter que des groupes trop puissants menacent l'indépendance de l'Etat et soumettent l'économie à leur seule logique. La rentabilité des entreprises nationalisées en 1981 est maintenant atteinte, et leur efficacité vient d'être brillamment démontrée. Qui déciderait de se priver de ces instruments commettrait une faute majeure.

- La protection sociale, enfin, doit être maintenue et au besoin renforcée puisqu'elle est, dans notre société, la condition première de la sécurité et de l'autonomie de chacun. Qui y toucherait même partiellement, accomplirait un acte de violence contre les personnes.

C'est dire que nous ne sacrifierons pas à la mode actuelle et que nous n'accorderons pas nos suffrages à ceux qui la répandent. Il y a d'ailleurs gros à parier qu'elle ne survivrait pas à l'épreuve du pouvoir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf les ouvrages de G.H. de Radkowski (Les jeux du désir), de Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy (L'enfer des choses).

(2) Cf Cahiers de Royaliste numéro 11.

(3) Cf Royaliste numéro 438.